



“ INTERVIEW d' Yves Bur ”

Chirurgien-dentiste, ancien membre de la commission des affaires sociales à l'assemblée nationale et ancien président de l'Alliance contre le tabac.



POURRIEZ-VOUS NOUS FAIRE PART DE VOTRE ÉCLAIRAGE/ANALYSE SUR LES ÉTAPES QUI ONT MENÉES À CETTE POSITION DE LA PART DU GOUVERNEMENT ?

« Le tabac est peut-être considéré par le fumeur comme un petit plaisir, mais c'est surtout un coût et un grand malheur social. Il est donc logique de mettre en place un plan ORSEC pour faire baisser la prévalence tabagique. Ce plan est aussi une réponse du gouvernement pour lutter contre l'influence de l'industrie du tabac. »

Cette annonce s'inscrit dans un plan national de santé global et innovant : une hausse significative du prix des cigarettes pour dissuader les consommateurs accompagnée d'une prise en charge généralisée des aides à l'arrêt du tabac. Habituellement ces démarches sont mises en place l'une sans l'autre, donc moins cohérentes et moins efficaces.

Il y a eu des positions évolutives sur les substituts nicotiques dont le remboursement ne concernait que les femmes enceintes et quelques pathologies ciblées. Cela restait illisible pour les fumeurs prisonniers de leur addiction et limitait l'impact de la politique publique de prévention. L'addiction au tabac est une pathologie : il est donc normal de mettre en place une aide pour combattre cette addiction.

C'est pourquoi, le remboursement généralisé des substituts nicotiques permet de simplifier le message du gouvernement pour diminuer le tabagisme en France.

Peut-être que cette communication sur le remboursement des substituts nicotiques va aider à l'arrêt du tabac d'un grand nombre de fumeurs sans passer par l'e-cigarette. »



QUE PENSEZ-VOUS DE LA DÉMARCHE DU LABORATOIRE JOHNSON & JOHNSON SANTÉ BEAUTÉ FRANCE ?

« Qu'un laboratoire s'inscrive dans la démarche du remboursement dans le cadre d'un plan santé est une manière d'assumer sa responsabilité vis-à-vis de la santé publique. »